

GFMD Business Mechanism Regional Workshop for North Africa

Tunis, 2 July 2019

Introductory remarks by

**Mr. Roberto Suarez Santos, Secretary-General
International Organisation of Employers (IOE)**

- L'OIE est la plus grande fédération patronale internationale, basée à Genève, qui compte des membres à travers plus de 156 pays. Son membre en Tunisie est l'UTICA avec qui nous travaillons en étroite collaboration.
- Nous sommes ravis de vous accueillir aujourd'hui pour encourager un dialogue entre le monde des entreprises et les gouvernements de quatre pays : la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et l'Égypte.
- Ce dialogue s'inscrit dans le cadre du mandat confié à l'OIE par les gouvernements du Forum Mondial sur les Migrations et le Développement. Ce mandat est d'amener les perspectives du secteur privé à ce forum inter-gouvernemental qui traite des liens entre la migration et le développement.
- Nous relevons un défi de taille ici, lors de ce séminaire : Thématiser la migration et les besoins des entreprises est un défi qui touche des intérêts tant politiques, économiques que de société. Le terme « migration » englobe des concepts très variés. On parle de migration régulière ou légale, irrégulière ou illégale, choisie, forcée. Dans le monde des entreprises, on parlera de mobilité, mobilité des compétences, transferts de compétences, de travailleurs saisonniers ou détachés. Aujourd'hui et demain, nous nous concentrerons sur les migrations régulières, qui peuvent répondre à des besoins du marché du travail.
- Le thème de la migration est parfois utilisé à des fins électorales, ou à des fins politiques, et pourtant le monde économique dépend fortement de l'accès aux compétences qu'elles soient locales ou étrangères.
- Nous avons commencé les discussions ce matin avec es participants du secteur privé des quatre pays. Je remercie nos membres, UITCA, CGEA, CGEM et EFI d'avoir répondu présents et d'avoir facilité la participation d'entreprises des quatre pays.
- Lors des sessions de cet après-midi et de demain, nous vous formulerons quelques conclusions qui sont ressorties de nos discussions. L'appel des entreprises semble clair : au vu des mutations démographiques, des programmes d'enseignements inadéquats et des progrès technologiques, la pénurie de main d'œuvre locale se fera de plus en plus sentir. Cette situation constitue une menace pour la croissance et la prospérité économique. Pouvoir faire appel à des compétences étrangères ou mieux former les compétences locales devient dès lors une nécessité.
- Question : comment concilier les intérêts politiques, qui tendent à répondre aux inquiétudes de la population, avec les besoins des entreprises ?
- Afin de susciter le dialogue, je souhaite poser trois points qui mériteraient un suivi :

1. La migration est un thème autant politique qu'économique : des politiques migratoires restrictives empêchent la mobilité des talents et des compétences, et donc freinent la croissance des entreprises et des économies. Les entreprises et associations patronales sont les mieux placées pour partager des arguments économiques, essentiels pour contre-carrer des arguments politiques parfois trop sécuritaires. La voix du secteur privée est dès lors primordiale.
 2. Complémentarité. Face à la pénurie de talents, plusieurs solutions s'offrent aux entreprises. Des programmes de (ré)insertion pour les chômeurs, la jeune génération, et les femmes ; un meilleur alignement des formations avec les demandes du marché du travail ; enfin le recours à la main d'œuvre étrangère constitue également une des solutions.
 3. Au niveau international, les gouvernements collaborent, à-travers diverses initiatives globales ou régionales. Le Pacte mondial pour les migrations est en cours de négociations à l'ONU à New York. Ces initiatives ont pour but de trouver des solutions qui répondent au mieux aux défis des larges mouvements migratoires. L'angle d'approche s'inscrit dans une perspective de protection des populations migrantes, suivant la tradition humaniste de l'ONU. Mais tout effort politique de gérer ces mouvements migratoires peut, et peut-être même doit, s'accompagner de considérations économiques. Le secteur privé, en tant qu'employeur, peut participer à cet effort. Il ne s'agit pas d'un programme de responsabilité sociétal des entreprises, mais d'un réel problème structurel d'accès aux talents.
- Ces trois points ont un objectif commun : le dialogue et le partenariat public-privé. Un dialogue entre les autorités fédérales, cantonales et locales et les employeurs permet de trouver un juste équilibre qui garantisse la croissance aux entreprises sans toutefois pénaliser la main d'œuvre locale ou la cohésion sociale.
- Le sommet du Forum Mondial sur la Migration et le Développement aura lieu cette année en Equateur, en novembre. Le président du forum avait prévu de participer à notre séminaire aujourd'hui, mais des barrières administratives l'ont empêché de recevoir son visa à temps et nous rejoindre à Tunis... L'ironie du sort...
 - Pour la quatrième année, nous organiserons dans le cadre du sommet des conférences qui thématiseront la migration et les besoins des entreprises, en présence de gouvernements et, nous l'espérons, d'un nombre important d'entreprises engagées à porter la voix du monde économique. Les contributions de ce séminaire seront prises en compte pour le rapport que nous rendrons au sommet.
 - Je vous donne rendez-vous en novembre pour participer au sommet, en espérant que les discussions de ce matin ont suscité votre intérêt pour les questions internationales.
 - On l'aura compris, le défi est de taille et nous espérons que cette matinée permettra de sensibiliser les autorités aux besoins des entreprises, mais aussi de sensibiliser les entreprises aux initiatives internationales, où la voix économique tend à manquer. Les gouvernements et employeurs peuvent adopter un certain nombre de mesures proactives pour améliorer la situation. Nous espérons que vous repartirez enrichis de connaissances sur cette thématique oh combien complexe, mais fascinante, et que le dialogue continuera en vue d'actions concrètes.